

« MA MÈRE EST DE RUSSIE, MON PÈRE EST DU RWANDA »

Les familles immigrantes dans leurs rapports avec l'école en contexte francophone minoritaire

RÉSUMÉ

L'immigration francophone est un facteur important de diversification des établissements scolaires francophones en contexte minoritaire. Quelles barrières les familles doivent-elles surmonter pour participer pleinement à la vie scolaire ? Ce texte vise à mieux comprendre les enjeux liés à la participation, dont le plus important a trait à l'égalité des chances en éducation pour les enfants de familles immigrées.

L'immigration francophone en contexte minoritaire est une question qui mobilise les acteurs sociaux. Non plus abordée en tant que phénomène exceptionnel, elle fait l'objet d'une stratégie nationale (CIC, 2003 et 2006). Il s'agit d'un facteur important de diversification des établissements scolaires. Les écoles, par ailleurs, jouent un rôle déterminant dans la formation des populations; l'accès au savoir est un facteur clé de la réussite scolaire. À l'inverse, « l'échec stigmatise ! » (Kanouté, 2006). Les défis qui se posent aux familles immigrantes francophones dans leurs rapports avec l'école sont encore mal connus. Comment aborde-t-on la diversité à l'école de la minorité ? Comment se vit la transformation des publics scolaires ? Quelles barrières les familles doivent-elles surmonter pour participer pleinement à la vie scolaire ? L'objectif de ce texte consiste à mieux comprendre les enjeux liés à la participation scolaire.

Nous présenterons des résultats de recherche tirés de deux études que nous avons menées dans les écoles françaises de l'Ontario, la première de 2002 à 2004 et la deuxième de 2003 à 2006. Il s'agit, dans le premier cas, d'une étude menée dans une région urbaine, où nous avons analysé les représentations et les pratiques institutionnelles dans 15 écoles sur un territoire donné, ainsi qu'une initiative communautaire mise de l'avant par une association locale de femmes immigrantes¹ (Farmer et coll., 2003; Farmer et Labrie, à paraître). Les données tirées de la deuxième étude traitent du cas d'une école située en périphérie des principaux centres urbains, dans une des vieilles régions francophones de la province, où l'immigration constitue un phénomène dit récent au sein de l'école. Cette institution scolaire faisait partie d'un corpus plus vaste d'une étude portant sur la socialisation scolaire et le métier d'élève². L'analyse qui suit est construite à partir de trois séries d'indicateurs : les enjeux liés aux éléments de contexte, ceux qui se dessinent à partir des réponses proposées par l'école dans la prise en considération de la diversité et, enfin, les enjeux associés au positionnement des familles. Nous pourrions ainsi apprécier les changements qui prennent forme au sein des écoles françaises et les barrières qui se dressent devant les familles immigrantes. Auparavant, toutefois, voici quelques précisions sur les concepts développés.

L'étude des relations entre l'école et la famille

Que ce soit dans les études scientifiques, les politiques éducatives et les pratiques enseignantes ou dans la sagesse populaire, il existe un discours dominant qui souligne l'apport bénéfique de la participation des parents à l'école et qui fait état des contraintes restreignant cette participation (Epstein, 1995; Fullan, 1982; Labrie, Wilson et Roberge, 2003). Les obstacles à la participation peuvent être d'ordre matériel (temps, ressources, accès) et surtout symbolique (connaissance du système scolaire, maîtrise des normes). Pour déterminer quelles sont ces barrières à la participation, il faut aussi tenir compte de facteurs structurants additionnels. Soulignons, comme point de départ, que les rapports entre l'école et la famille sont largement définis à partir du point de vue de l'institution. C'est l'école qui prescrit, dans une large mesure, comment doit se manifester la présence des parents au sein de l'établissement et qui précise à quoi ressemble un bon parent d'élève, ce contrôle allant jusqu'à préconiser le style de parentage à privilégier (Dubet, 1997; Duru-Bellat et

DIANE FARMER
Diane Farmer est professeure adjointe au Département de sociologie et d'études de l'équité en éducation et directrice du Centre de recherches en éducation franco-ontarienne (CRÉFO) à l'Ontario Institute for Studies in Education (OISE) de la University of Toronto. Spécialiste de la sociologie de l'éducation et des francophonies minoritaires, elle aborde l'institution scolaire en tant que lieu de culture politique. Parmi ses domaines de recherche, mentionnons le métier d'élève et la socialisation scolaire, les politiques linguistiques et éducatives, les relations entre l'école et les familles immigrées francophones et l'immigration francophone en contexte minoritaire.

Van Zanten, 1992; Migeot-Alvarado, 2000; Van Zanten, 2001). Il s'agit là d'un élément fort révélateur qui aide à comprendre les positions institutionnelles adoptées par les acteurs dans les études analysées plus loin.

De plus, la relation entre l'école et la famille se trouve structurée par la distance relative qui existe entre les parents et l'institution. Cette disposition, loin d'être fixe, varie selon la position qu'occupe la famille vis-à-vis de l'école. Un plus grand contrôle de l'éducation place certains parents en meilleure position que d'autres dans un système compétitif. Prend ainsi forme un premier clivage entre familles, reposant, en grande partie, sur les différences de classes sociales.

La mise à distance s'accroît lorsqu'il s'agit de familles immigrées (Vatz-Laaroussi et coll., 2005). Selon Kanouté (2002), plusieurs éléments contribuent à cette mise à distance, dont la maîtrise de la langue, le statut d'immigré ou de réfugié et les liens avec le pays d'origine, la situation socioéconomique et professionnelle et l'expérience d'intégration. Cette situation n'est pas sans influencer les conditions d'accès à l'école et les chances de réussite scolaire des enfants. Les études qui suivent tiennent compte de cette notion de mise à distance et interrogent les processus proprement scolaires qui interviennent à cet égard dans le cas des familles immigrantes francophones.

Les enjeux liés au contexte

Nous aborderons cette question à partir de notre étude sur les relations entre l'école et les familles immigrantes en contexte francophone minoritaire (Farmer et coll., 2003; Farmer et Labrie, à paraître). Cette étude visait à explorer la manière dont se structurent les rapports entre les institutions, les parents et le monde communautaire dans le cadre de la diversification des établissements scolaires de la région. Le projet a été mené dans la totalité des écoles françaises d'une métropole, soit 12 écoles primaires et trois écoles secondaires. Les données proviennent de documents officiels, de 35 entrevues individuelles et d'une entrevue de groupe, de séances d'observation et de discussions de groupe.

Les écoles de la région étudiée sont largement diversifiées culturellement. Dans certains établissements, on a rapporté plus de 50 langues répertoriées. Cette diversification s'explique d'abord par des vagues migratoires dont le début remonte à la fin des années 1980. Elle s'explique aussi en fonction des stratégies d'établissement des familles immigrées. C'est dire que les déplacements se poursuivent à l'intérieur du territoire scolaire étudié, selon les conditions d'intégration des familles et l'amélioration des conditions de vie.

Du point de vue des établissements, si certaines écoles accueillent des familles bien établies, d'autres reçoivent des familles en situation de grande précarité, notamment au centre-ville et près de l'aéroport. On dit des écoles françaises en contexte minoritaire qu'elles sont régionales, puisqu'elles desservent un plus vaste territoire que les écoles de quartier de la majorité anglophone. On remarque ici que le quartier exerce tout de même une influence sur l'école. En ce qui a trait à la mobilité, l'étude a révélé qu'il n'y a pas que les familles qui bougent. Les personnes assumant la direction des écoles demeurent rarement plus de trois années dans le même établissement. Le personnel enseignant change également très souvent.

Voici donc deux premiers enjeux liés à la participation scolaire des familles immigrantes : la mouvance des acteurs (familles, enseignants et administrateurs) et les disparités importantes entre écoles.

En ce qui a trait à la mobilité [...] il n'y a pas que les familles qui bougent. Les personnes assumant la direction des écoles demeurent rarement plus de trois ans dans le même établissement. Le personnel enseignant change également très souvent.

Réponses institutionnelles à la diversification des publics scolaires

Les résultats de cette même étude montre que c'est dans le contexte d'un certain « vide institutionnel » que s'élaborent les discours et les pratiques des acteurs dans la prise en considération de la diversité des publics scolaires. Rappelons que les conseils scolaires francophones de l'Ontario n'existent que depuis 1997, soit depuis la réforme en profondeur de l'éducation. Ils n'ont pas eu l'occasion de mettre en œuvre la politique d'éducation antiraciste énoncée quelques années auparavant (ministère de l'Éducation de l'Ontario, 1993; Gérin-Lajoie, 1995), cette dernière ayant été mise de côté par le gouvernement conservateur élu en 1995.

Notre étude a révélé que si les conseils scolaires de la région sont très intéressés par la question, nous ayant d'ailleurs grandement facilité

l'accès aux écoles, le leadership en la matière se manifeste au niveau des directions d'école. Rares sont les chefs d'établissement qui disent n'avoir aucune activité en lien avec le caractère diversifié des écoles (trois écoles seulement sur 15). Il s'agit toutefois surtout d'activités ponctuelles, circonscrites principalement dans le secteur artistique. L'étude a mis en lumière le sentiment d'isolement ressenti par les directions d'école et l'urgence d'agir en fonction de besoins pressants à combler. Dénonçant cet état de fait, un chef d'établissement exprimait ainsi son inquiétude : « Je sais qu'on parle toujours de la grande bouffe [...]. Il faut faire autre chose » (Farmer et Labrie, à paraître, p. 15).

Les écoles se sont dotées de dispositifs institutionnels pour « gérer » la diversité, dont le premier précède même l'entrée à l'école. En effet, l'inscription à l'école de la

minorité ne se fait pas automatiquement dans le cas des familles immigrantes, pour qui les droits scolaires conférés aux minorités de langue officielle ne s'appliquent pas. Elles doivent faire une demande auprès d'un comité d'admission. Un deuxième dispositif a trait au programme de perfectionnement du français, transformé, au besoin, en programme (non officiel) d'accueil. On y fait surtout du cas par cas. Enfin, un programme de travailleurs d'établissement œuvrant dans les écoles avait nouvellement été mis sur pied grâce à une collaboration entre le ministère fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration, les conseils scolaires de la région et le secteur communautaire. Très apprécié par l'ensemble des personnes au poste de direction, on a vu là un moyen de mieux rejoindre les nouvelles familles et, dans le cas des écoles secondaires, de travailler notamment avec les jeunes réfugiés.

Les enjeux qui se dégagent de cette section de la recherche sont nombreux. Les droits scolaires des minorités linguistiques ne s'étendent pas aux familles immigrantes francophones. L'accès des immigrants aux écoles de la minorité dépend alors de l'interprétation donnée au rôle du comité d'admission (répondre aux demandes des familles par une autre voie ou encore contrôler l'accès aux établissements francophones). L'absence d'une politique officielle entraîne plusieurs conséquences, dont la tenue de pratiques essentiellement spontanées, l'insuffisance des ressources et l'imperfection des ajustements en fonction de dispositifs scolaires et légaux déjà existants (comité d'admission, cours de langue). Le leadership manifesté par certains chefs d'établissement de même que les partenariats développés récemment, notamment dans le cadre de services d'établissement, sont des voies à explorer davantage.

Les enjeux associés au positionnement des familles

Nous aborderons ce dernier aspect à partir des deux études menées de 2002 à 2006. Nous avons remarqué, dans un cas comme dans l'autre, que l'école tend à approcher les familles immigrantes à partir de leurs « différences », ce qui n'est pas sans influencer la qualité des rapports. Cette approche se manifeste de manière concrète dans les contacts pris par les familles avec l'école (le directeur connaît les autres parents, mais on ne me connaît pas), dans les activités scolaires des enfants (parles-moi de *ton* pays) et dans les procédures d'admission (je dois passer devant un comité) (Farmer et coll., 2003). De telles pratiques contribuent à la mise à distance des familles par l'école et constituent un enjeu de taille.

Un deuxième enjeu a trait au potentiel encore non exploité que revêt le milieu communautaire pour faciliter

les relations entre l'école et les familles. L'initiative d'une association locale de femmes africaines que nous avons suivie pendant deux années fait état de processus nombreux et continus de négociation entre l'association, les familles et le contexte scolaire. Elle est aussi révélatrice de l'appui que peut fournir le secteur communautaire à l'école (Farmer et Labrie, à paraître).

Par ailleurs, l'étude que nous avons menée de 2003 à 2006 visait à comprendre l'expérience scolaire d'élèves placés dans une classe à niveaux multiples dans diverses écoles de la province. L'école dont il est ici question, fondée au début du 20^e siècle dans une localité aujourd'hui très minoritaire sur le plan linguistique, a vu son public scolaire se diversifier rapidement au cours des dernières années, phénomène qui mobilisait beaucoup le discours des acteurs de l'école. Nous y avons fait 15 jours d'observation en salle de classe, en plus de rencontrer en entrevue les enseignants et administrateurs scolaires, des parents et des élèves âgés de neuf et dix ans (18 participants au total) et de faire une recherche documentaire. Voici quelques réflexions tirées des données recueillies.

Certains des élèves rencontrés devaient non seulement gérer ces communications, mais aussi traduire, au sens littéral et symbolique, les documents et les attentes de l'école, ce qui représente une lourde responsabilité que ne partagent pas tous les enfants.

On y a d'abord trouvé un discours enseignant qui présentait l'école et son milieu à partir de la métaphore de sphères distinctes. Il s'agit d'une école française située dans un milieu anglophone et fréquentée par des familles allophones. Les enfants, toutefois, présentaient des positions beaucoup plus nuancées dans la façon de se définir en lien avec la famille et avec l'école. « J'ai neuf ans. Ma mère est de Russie, mon père est du Rwanda. » (d31oc5, p. 4)³ « Je suis Syrienne, je parle plusieurs langues. » (d1no5, p. 2) « Je suis musulmane, je viens du Liban, j'aime aider. » (d31oc5, p. 2) L'enjeu consiste alors à mieux comprendre cette francophonie aux multiples trajectoires et ainsi à briser l'isolement du contexte culturel minoritaire francophone.

Le dernier élément à soulever nous ramène à la question de l'égalité des chances de réussite scolaire. Les enfants jouent un rôle de messagers entre l'école et la famille dans les communications quotidiennes (Perrenoud, 1995). Certains des élèves rencontrés devaient non seulement gérer ces communications, mais aussi traduire, au sens littéral et symbolique, les documents et les attentes de l'école, ce qui représente une lourde responsabilité que ne partagent pas tous les enfants. De même, en ce qui a trait au travail scolaire à faire à la maison, les réseaux d'entraide entre amis devenaient essentiels pour certains enfants. Le défi à relever pour les familles et pour l'école consiste alors à mieux comprendre le fonctionnement et les attentes des contextes distincts. Ces observations nous ramènent à la problématique de la distance relative des parents vis-à-vis de l'école.

Ce texte s'inscrit dans une sociologie de l'école, c'est-à-dire une sociologie qui porte sur l'institution scolaire, sur sa logique (système de contraintes) et sur le jeu des acteurs sociaux – enseignants et autres professionnels de l'éducation, parents, élèves, milieu social (Dubet et Martuccelli, 1996; Van Zanten, 2001). Une telle approche nous aide à découvrir les phénomènes émergents du monde scolaire. Elle permet aussi de mieux comprendre les inégalités scolaires et sociales « en train de se faire » (Coulon, 1990, p. 236). En saisissant davantage les processus à l'œuvre, les acteurs sont ainsi mieux à même de proposer des changements positifs. Plusieurs enjeux ont été évoqués pour mieux saisir les barrières à la participation scolaire des familles immigrantes ainsi que les défis qui doivent être relevés par l'école. Parmi ces enjeux, citons la mouvance des acteurs au sein du système scolaire, les disparités entre les écoles et entre les conditions de vie des différentes familles, les droits scolaires accordés à la minorité linguistique et refusés aux immigrants, l'absence d'une politique éducative officielle, la complexité des contextes locaux et les partenariats encore peu explorés. S'ajoutent à cela des mécanismes de mise à distance des familles par l'école et la représentation des familles immigrantes à partir de différences. Finalement, le véritable enjeu réside dans la question de l'égalité des chances en éducation pour les enfants de familles immigrées.

Références

- Canada. Citoyenneté et immigration Canada (CIC). Comité directeur, Communautés francophones en situation minoritaire. 2006. *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*, Ottawa, CIC.
- . Citoyenneté et immigration Canada (CIC). Comité directeur, Communautés francophones en situation minoritaire. 2003. *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*, Ottawa, CIC.
- Coulon, A. 1990. « Ethnométhodologie et éducation », dans J. Hassenforder (dir.), *Sociologie de l'éducation. Dix ans de recherches. Recueil de notes de synthèse publiées par la Revue française de pédagogie*, Paris, L'Harmattan.
- Dubet, F. (dir.). 1997. *École-familles : le malentendu*, Paris, Textuel.
- Dubet, F., et D. Martuccelli. 1996. *À l'école. Sociologie de l'expérience scolaire*, Paris, Seuil.
- Duru-Bellat, M., et A. Van Zanten. 1992. *Sociologie de l'école*. Paris, A. Colin.
- Epstein, J. 1995. « School/Family/Community Partnerships: Caring for the Children we Share », *Phi Delta Kappan*, vol. 76, p. 701-711.
- Farmer, D., et N. Labrie (à paraître). « Immigration et francophonie dans les écoles ontariennes : comment se structurent les rapports entre les institutions, les parents et le monde communautaire ? », *Revue des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal*.
- Farmer, D., et coll. 2003. *La relation école-familles francophones d'origine immigrante à Toronto*, Toronto, CREFO, OISE/UT.
- Fullan, M. 1982. *The Meaning of Educational Change*, Toronto, OISE Press.
- Gérin-Lajoie, D. 1995. « La politique d'éducation antiraciste dans les écoles de langue française en Ontario », *Éducation et francophonie*, vol. 23, n° 1, p. 21-24.

Kanouté, F. 2006. Communication prononcée dans le cadre d'une table ronde du colloque *L'école, la diversité et l'inclusion* organisé par le Centre de recherches en éducation franco-ontarienne, OISE de la University of Toronto (juin).

—. 2002. « Stratégies identitaires d'immigrants francophones à Toronto », communication, Éducation et formation, Immigration et Métropoles (5 avril), Université de Montréal.

Labrie, N., D. Wilson, et B. Roberge. 2003. « Wo minute, c'est pas ton école... c'est notre école : la participation des parents », dans N. Labrie et S. Lamoureux (dir.), *L'éducation de langue française en Ontario : enjeux et processus sociaux*, Sudbury, Prise de parole.

Migeot-Alvarado, J. 2000. *La relation école-famille « Peut mieux faire »*, Issy-les Moulineaux, ESF éditeur.

Ontario. Ministère de l'Éducation. 1993. *L'antiracisme et l'équité ethnoculturelle dans les conseils scolaires. Lignes directrices pour l'élaboration de la mise en œuvre d'une politique*, Toronto, Gouvernement de l'Ontario.

Perrenoud, P. 1995. *Métier d'élève et sens du travail scolaire*, Paris, ESF, 2^e édition.

Van Zanten, A. 2001. *L'école de la périphérie : scolarité et ségrégation en banlieue*, Paris, Presses universitaires de France.

Vatz Laaroussi, et coll. 2005. *Favoriser les collaborations familles immigrantes-écoles. Soutenir la réussite scolaire*. Guide d'accompagnement, Sherbrooke, Université de Sherbrooke.

Notes

- ¹ Ce projet de recherche a été rendu possible grâce à deux subventions de recherche obtenues en 2002-2003 et en 2003-2004 dans le cadre de la Subvention globale du ministère de l'Éducation de l'Ontario à OISE/UT, octroyée à N. Labrie, D. Farmer et D. Wilson. Les auteurs de ce projet remercient Denise Wilson, Yvonne Kabeya, Django Keita et Roselyne Roy et l'ensemble des participants à ce projet.
- ² Ce projet de recherche a été subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), 2003-2006. N. Bélanger, chercheuse principale, et D. Farmer, co-chercheuse, *Classes à niveaux multiples : socialisation et exercice du métier d'élève dans les écoles de langue française et anglaise de l'Ontario*. Les auteurs remercient Kehra Taleb, Anne-Marie Caron-Réaume, Julie Byrd Clark, Geneviève Beaulieu, Roselyne Roy et l'ensemble des participants à ce projet.
- ³ Les chiffres entre parenthèses nous servent de référence interne afin de repérer le numéro de la transcription et la page d'où provient l'information citée.